



Arrêté n°2025 SGAD/BE-242 en date du 19 décembre 2025

modifiant l'arrêté préfectoral du 18 juillet 2024, portant enregistrement pour l'exploitation
de l'installation de stockage et de transformation de paille

Société coopérative agricole de la Tricherie, pour ses activités sises 2 lieu-dit « La petite forêt » 86210
Bonneuil-Matours
AIOT n°0003105999

Installation classée pour la protection de l'environnement

**LE PRÉFET DE LA VIENNE
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

- VU** l'annexe III de la directive n°2011/92/UE du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement ;
- VU** le code de l'environnement, en particulier ses articles R.512-46-19 à R.512-46-23 ;
- VU** le décret du 6 novembre 2024 du président de la République portant nomination de Monsieur Serge BOULANGER, préfet de la Vienne ;
- VU** le décret du 7 août 2025 du président de la République portant nomination de Madame Murièle BOIREAU en qualité de secrétaire générale de la préfecture de la Vienne, sous-préfète de l'arrondissement de Poitiers ; ;
- VU** l'arrêté ministériel du 30 septembre 2008 relatif aux prescriptions générales applicables aux dépôts de papier et carton relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 1530 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** l'arrêté ministériel du 22 octobre 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2260 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** l'arrêté ministériel du 5 février 2020 pris en application du point V de l'article L. 171-4 du code de la construction et de l'habitat ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2024 DCPAT/BE-153 du 18 juillet 2024 portant enregistrement pour l'exploitation de l'installation de stockage et de transformation de paille par la Coopérative agricole de la tricherie, dont le siège social est situé au lieu-dit « la tricherie » 86490 Beaumont Saint-Cyr, pour ses activités sises 2 lieu-dit « la petite forêt » 86210 Bonneuil-Matours ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2025-SG-SGAD-016 en date du 8 septembre 2025 donnant délégation de signature à Madame Murièle BOIREAU, secrétaire générale de la préfecture de la Vienne, sous-préfète de l'arrondissement de Poitiers ;
- VU** le rapport de l'inspection des installations classées daté du 6 août 2024, établi suite à la visite d'inspection du 2 août 2024 ;
- VU** les éléments de réponse apportés par l'exploitant au rapport de l'inspection susvisé, dans son courriel du 13 août 2024 ;
- VU** la déclaration de modification référencée « A-4-RQSFDJ9M9 » datée du 4 novembre 2024, relative à une augmentation de capacité de stockage de paille ;

- VU** le courriel de l'exploitant du 14 novembre 2025 relatif à la substitution du rideau d'eau par des RIA et des portes de secours ;
- VU** le courriel de l'exploitant du 18 décembre 2025, sans observations sur le projet d'arrêté préfectoral ;
- VU** le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées, daté du 18 décembre 2025 ;

CONSIDÉRANT que les installations sont régulièrement enregistrées par l'arrêté préfectoral du 18 juillet 2024 susvisé ;

CONSIDÉRANT les éléments transmis par l'exploitant susvisés ;

CONSIDÉRANT que les modifications envisagées ne sont pas substantielles au titre des articles L. 181-14 et R. 181-46-3 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que l'évolution de l'activité n'entraîne pas des dangers et inconvénients significatifs supplémentaires pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement de ceux initialement prévus ;

CONSIDÉRANT qu'en application de l'article R. 181-46 du code de l'environnement, il convient d'adapter les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 18 juillet 2024 susvisé ;

APRÈS communication au demandeur du projet d'arrêté modificatif ;

sur proposition de la secrétaire générale de la Préfecture de la Vienne ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 - Exploitant

La société Coopérative agricole de la tricherie, inscrite au registre des sociétés sous le numéro SIREN : 781 498 126 et dont le siège social est situé au lieu-dit « La tricherie » 86490 Beaumont Saint-Cyr, est tenue de respecter les prescriptions de l'acte en date du 18 juillet 2024 susvisé, modifiées et complétées par celles du présent arrêté, en vue de l'exploitation de ses installations localisées sur le territoire de la commune de Bonneuil-Matours, 2 lieu-dit « la petite forêt ».

ARTICLE 2 – Description de l'activité

Les dispositions de la 3^{ème} puce de la liste de l'article 1.1.2 de l'arrêté préfectoral du 18 juillet 2024 susvisé sont modifiées comme suit :

«

d'un bâtiment « 3 » utilisé pour un stockage complémentaire de paille et accueillant les bureaux et locaux sociaux. Le stockage de paille dans ce bâtiment n'est mis en œuvre qu'après justification auprès de l'inspection des installations classées de la conformité des installations avec les dispositions de l'arrêté ministériel de prescriptions générales encadrant les activités relevant de la rubrique 1530, imposant notamment une détection automatique d'incendie ;

»

ARTICLE 3 – Liste des installations classées

Le tableau de classement de l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 18 juillet 2024 susvisé est remplacé par le tableau suivant :

«

Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Capacité
2260 1.a	Enregistrement	<p>Broyage, concassage, criblage, déchiquetage, ensilage, pulvérisation, trituration, granulation, nettoyage, tamisage, blutage, mélange, épluchage, décortication ou séchage par contact direct avec les gaz de combustion des substances végétales et de tous produits organiques naturels, à l'exclusion des installations dont les activités sont réalisées et classées au titre de l'une des rubriques 2101, 2102, 2111, 2140, 2150, 2160, 2170, 2220, 2240, 2250, 2251, 2265, 2311, 2315, 2321, 2330, 2410, 2415, 2420, 2430, 2440, 2445, 2714, 2716, 2718, 2780, 2781, 2782, 2790, 2791, 2794, 3610, 3620, 3642 ou 3660</p> <p>1. Pour les activités relevant du travail mécanique, la puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant :</p> <p>a) Supérieure à 500 kW</p>	<p>Installations de broyage, tamisage et ensilage de paille</p> <p>1 000 kW dont</p> <ul style="list-style-type: none"> — presse / refroidisseur (340 kW) ; — robot broyeur (315 kW) ; — robot ensacheur et palettisation (116 kW) ; — aspiration / transport pneumatique (68 kW) ; — 4 mélangeuses (66 kW)
1530 2.	Déclaration avec contrôle	<p>Papiers, cartons ou matériaux combustibles analogues, y compris les produits finis conditionnés (dépôt de), à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510 et des établissements recevant du public.</p> <p>Le volume susceptible d'être stocké étant :</p> <p>2. Supérieure à 1 000 m³ mais inférieure ou égale à 20 000 m³</p>	<p>19 654 m³</p> <ul style="list-style-type: none"> - stockage de paille dans bâtiment 1 : 12 913 m³ - stockage de produits finis dans bâtiment 2 : 825 m³ - stockage de paille dans le bâtiment 3 : 5 916 m³

»

ARTICLE 4 – Rejets atmosphériques canalisés

Le tableau de l'article 2.1.1 de l'arrêté préfectoral du 18 juillet 2024 susvisé est remplacé par le tableau suivant :

«

N° de conduit	Installations raccordées
1	Refroidisseur de la presse à granulés
2	Filtration à manches du transport de paille

»

ARTICLE 5 – Aménagement des arrêtés ministériels

Les dispositions de l'article 4.1.4 de l'arrêté préfectoral du 18 juillet 2024 susvisé sont modifiées comme suit :

Les dispositions de la 5^{ème} puce de la liste sont remplacées par les dispositions suivantes :

«

de robinets d'incendie armés (RIA), situés à proximité des issues, alimentés par la réserve de 240 m³. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel.

Afin notamment de protéger le massif boisé, le bâtiment 1 dispose a minima, côté façade nord, de deux RIA, chacun étant associé à une porte coupe-feu, dotée d'une barre anti-panique. Le bâtiment 2 dispose a minima, côté façade nord, d'un RIA, associé à une porte coupe-feu, dotée d'une barre anti-panique.

»

Les dispositions de la 6^{ème} puce sont supprimées.

L'antépénultième alinéa est remplacé par l'alinéa suivant :

«

Les robinets armés sont alimentés par la réserve d'eau de 240 m³ grâce à une pompe de service couplée à une pompe de secours localisée dans le local de surpression d'eau, à l'est du site.

»

L'alinéa ci-après complète les prescriptions :

«

Les stockages de paille au sein du bâtiment 1 sont éloignés de la paroi nord d'une distance minimale de 10 m.

»

ARTICLE 6 – Machines présentant un risque incendie

Les dispositions de l'article 4.2.2 de l'arrêté préfectoral du 18 juillet 2024 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

«

Le broyeur est équipé d'une détection d'étincelles ou flammes ainsi que d'une extinction automatique, alimentée par un réservoir d'eau dédié, permettant l'injection d'eau dans le broyeur et le cyclone associé.

Ce système d'extinction automatique d'incendie est conçu, installé et entretenu régulièrement conformément aux référentiels reconnus.

»

ARTICLE 7 – Renforcement des prescriptions générales

Après l'article 4.2.4 de l'arrêté préfectoral du 18 juillet 2024 susvisé est inséré l'article suivant :

«

ARTICLE 4.2.5 CYCLO-FILTRE

Les poussières produites par le broyeur transitent par un cyclone et sont aspirées par un cyclo-filtre extérieur muni de filtres à manches, équipé d'un évent anti-explosion adapté et d'un clapet anti-retour afin d'éviter tous risques de retour de flammes vers les installations de production.

Ce système de filtration est conçu, installé et entretenu régulièrement conformément aux référentiels reconnus.

»

ARTICLE 8 – Frais

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 9 – Information des tiers

En vue de l'information des tiers :

1. Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Bonneuil-Matours et peut y être consultée ;
2. Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de Bonneuil-Matours pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
3. L'arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article R.512-46-11 ;
4. L'arrêté est publié sur le site internet des services de la préfecture de la Vienne (rubriques "actions d'État – environnement, risques naturels et technologiques – installations classées – industrielles"), pendant une durée minimale de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

ARTICLE 10 – Délais et voies de recours

En application de l'article L. 514-6 du code de l'environnement le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative territorialement compétente :

1. Par l'exploitant, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où l'acte lui a été notifié ;
2. Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L. 511-1, dans un délai de deux mois à compter de la publication ou de l'affichage de l'acte.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté portant enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

ARTICLE 11 – Exécution

La secrétaire générale de la préfecture de la Vienne, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement en charge de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, la maire de Bonneuil-Matours, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté dont une copie leur sera adressée et qui sera notifié à l'exploitant.

Poitiers, le 19 décembre 2025

Pour le préfet et par délégation,
la secrétaire générale



Murièle BOIREAU